

André Moine grandit dans une famille ouvrière. Son père clerc de notaire de formation, travailla comme contremaître métallurgiste et fut affecté spécial aux Aciéries de la Marine à Saint-Chamond (Loire) pendant la Première Guerre mondiale. De sensibilité socialiste, il lisait le journal radical le Quotidien. Sa mère, d'origine luxembourgeoise, d'abord bonne à Paris, travailla comme ouvrière dans une poudrière pendant la guerre puis devint employée de bureau aux Acières. Elle stimula le goût d'André Moine pour les études et pour la lecture. Élevé en dehors de toute religion, il découvrit enfant les luttes ouvrières et la répression lors de la grève des Aciéries de 1917. Il voua dès lors une " *haine tenace* " à la guerre.

Après son Certificat d'études primaires et trois ans d'école professionnelle à Saint-Chamond, il devint ajusteur de précision. Il commença à travailler en 1924-1925 à Berck-Plage (Pas-de-Calais) : c'est là qu'il " *acquiesce à ses idées révolutionnaires* ".

Entre 1925 et 1927, il travailla dans une entreprise d'outillage de Saint-Étienne tout en étudiant la mécanique et l'électricité. Il adhéra en 1925 à la Jeunesse communiste.

Lié à des ouvriers très qualifiés, d'opinions communistes, il acheta l'Humanité pour la première fois le jour des obsèques d'Anatole France en 1924. Il ne put faire la grève du 12 octobre 1925 contre la guerre du Maroc mais adressa par lettre son adhésion à la Région communiste lyonnaise. Dans ses autobiographies de 1931 et 1933, il affirme avoir adhéré au Parti en 1928. Directement intégré au bureau des Jeunesses Communistes (J.C.), vendeur actif de l'Avant-Garde, il fit début 1926 une école de formation de huit jours et devint délégué de la J.C. au bureau de rayon de Saint-Étienne. De 1928 à 1931 il fut responsable du " *travail anti illégal* " pour la région des Pyrénées, diffusa le journal la Caserne, puis le Conscrit, organisa des " *Bals de conscrits* " et collecta le Sou du soldat. Il fut réformé à Tarbes en 1930 pour mauvaise vue.

En mars 1927, il avait rejoint ses parents au Boucau-Tarnos (Basses-Pyrénées) et avait été embauché comme ajusteur électricien aux Forges de l'Adour où travaillait son père. En 1927 il eut, disait-il dans son autobiographie, des doutes sur les possibilités d'édification du socialisme en U.R.S.S. mais ils furent vite surmontés. À partir de 1927, il participa à toutes les conférences du parti et congrès national de Saint-Denis. Il fut coopté à la direction de la J.C. et au bureau régional du parti qui rayonnait sur trois départements. Secrétaire adjoint du syndicat C.G.T.U., il fut révoqué dès la fin 1927. Embauché dans un petit atelier de mécanique de Bayonne, il devint bientôt secrétaire du syndicat des Métaux et participa au soutien à la grande grève avec occupation des Forges de l'Adour (6 juin-mi-juillet 1930). Il était membre de la CE et du bureau de l'Union régionale unitaire. Membre du SRI et des Amis de l'U.R.S.S., il participa en 1927 à un groupe artistique révolutionnaire à Bayonne. Il participa aussi au travail de propagande parmi les fermiers et métayers des Landes étant " *responsable régional du travail paysan* ".

En 1931, à vingt-deux ans, secrétaire des J.C. des Pyrénées-Landes, membre du Comité central des J.C., membre de la direction régionale communiste, il fut envoyé à Moscou (qu'il avait déjà visité en 1928 avec la délégation des J.C.) pour suivre les cours de l'École léniniste sous le nom de Marcel Boulogne. Il se rallia à la critique de Barbé, Celor et Coutheillas -- équipe de la jeunesse dont il avait été proche -- qu'il retrouva dans ce cadre après la dénonciation du " *groupe* ". Rentré en décembre 1932, sans travail, il fut tour à tour, cantonnier, manoeuvre du bâtiment et même poseur de lignes électriques en devenant à la fin 1933 secrétaire de la Région communiste des Basses-Pyrénées.

Inculpé le 1er mai 1933, il fut détenu dix jours pour entrave à la liberté du travail. A la conférence nationale du Parti communiste à Ivry en juin 1934, André Moine fit une intervention doctrinaire subordonnant à la dictature du prolétariat la nouvelle politique prônée par **Maurice Thorez**, politique à laquelle il se rallia vite cependant. Dès août 1934, il signa un pacte d'unité d'action avec la Fédération socialiste des Landes. En 1936, la commission politique du congrès de Villeurbanne lui fit le reproche d'avoir manqué de fermeté en acceptant la candidature à Pau du professeur Verdier, trop porté au compromis avec les socialistes et les radicaux.

Pour avoir organisé dès 1934 les secours aux réfugiés espagnols des Asturies rentrés clandestinement en France, André Moine était préparé à un travail de soutien aux républicains espagnols. Il créa très vite des comités d'aide à l'Espagne, organisa la levée de quelque deux cents " *volontaires de la liberté* " dans les Basses-Pyrénées et fit passer des armes vers Irun. Il participa en vain, en octobre 1936, à la conférence politico-militaire rassemblant les communistes du nord de l'Espagne pour l'unification de la défense.

Antimunichois combatif, André Moine ne se souvient pas avoir ressenti d'hésitation devant l'annonce du Pacte germano-soviétique. Ayant pleinement " *confiance dans le pays des Soviétiques* ", il n'y vit qu'une mesure de sauvegarde de la part de l'U.R.S.S., même si les explications soviétiques lui parurent " *trop courtes* ". Le parti fit autour de lui preuve d'une cohésion d'autant plus grande qu'il était faiblement implanté dans la région.

Arrêté le 29 août 1939 pour propagande communiste, condamné à six mois de prison à Pau, il resta sur la ligne antérieure du parti, ne ressentant pas, en raison de son isolement, le tournant d'octobre 1939. Libéré fin février 1940, il réorganisa localement le parti clandestin. En résidence surveillée dès avril, il fut, à partir de juin 1940, transféré de camps en prisons (Ile de Ré, Sablou, Saint-Germain-les-Belles, Chibron, Saint-Sulpice-la-Pointe) avant d'être déporté en Algérie et interné à Djelfa (sud algérien) puis à la redoute de Bossuet (ex. Biribi), en Oranie. Il contribua avec Louis Molinier, Garcias et Garaudy à restaurer l'unité des communistes internés.

Libéré le 1er juin 1943, il travailla dans une fabrique d'allumettes et fut détaché par la délégation du Comité central du P.C.F. auprès du Parti communiste algérien afin de l'aider à se réorganiser. Resté fin 1944 à Alger avec Johnny Berlioz pour expédier les affaires courantes de la délégation, il ne rentra en France qu'en octobre 1946 pour être instructeur du P.C.F..

En mars 1947, sur proposition de Mauvais et Feix, il fut envoyé à Alger où il se maria en 1947 avec Blanche Masson, née en 1903 à Fos-sur-Mer, installée en Algérie en 1939, militante C.G.T. qu'il avait rencontrée en 1943. Pour mieux s'intégrer comme " algérien d'origine européenne ", il travailla sur l'histoire de l'Algérie et de la civilisation arabe, multiplia les conférences et publia en 1950-1951 des articles de fond dans Liberté sur les questions de la nationalité et de la culture algériennes. Responsable du Mouvement de la paix, il contribua à rassembler toutes les composantes du mouvement national algérien pour le congrès de Vienne (Autriche) en 1953. Il participa à la rédaction du communiqué du PCA du 2 novembre 1954 soutenant les " aspirations légitimes du peuple algérien " et incita les militants du PCA à entrer dans la lutte armée dans les Aurès. Semi-clandestin à partir du printemps 1955, il organisa l'imprimerie camouflée de Liberté. Totalement clandestin dès février 1956, il fut arrêté par les parachutistes le 25 juillet 1957, interrogé par la Police Judiciaire, par la D.S.T. et par les militaires, brutalisé mais non torturé comme l'avait été sa femme. Il fut condamné à 5 ans puis à 20 ans de prison et sa femme à 10 ans de travaux forcés. Ils furent libérés en avril 1962.

Chargé de mettre en route le service de documentation du P.C.F., il se vit confier en 1964 un rapport au Bureau politique sur Vatican II et fut engagé dans les rapports avec les milieux chrétiens. Il poursuivit cette réflexion dans le cadre du C.E.R.M. (Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes) et devint en 1966 administrateur de l'Institut d'histoire **Maurice Thorez**.

Retiré au Boucau, il multiplia les entretiens avec de vieux militants, des chrétiens, publia des livres de souvenirs comme des réflexions politiques et philosophiques et collabora aux revues de l'Institut de recherches marxistes. Sa grande liberté de parole comme sa vivacité intellectuelle en faisaient un témoin apprécié par les historiens.

Lors de son décès survenu à l'automne 1994, le Parti algérien pour la démocratie et le socialisme (héritier du PCA) adressa un message de condoléance.

SOURCES : Archives du Komintern, Moscou, CRCEDHC 495 270 780 : Questionnaire du 31 août 1931, autobiographie signée Boulogne de 1931, demande d'allocation du 31 janvier 1932, questionnaire du 10 avril 1932, appréciations de l'ELI du 20 mai 1932, autobiographie de 1933 -- L'Étincelle, 1933-1939. -- Le Monde, 2 novembre 1994. -- Notes de J.-C. Paul-Dejean. -- Renseignements communiqués par André Moine. -- État civil.

Notice de M. J.-P. Scot, extraite du Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier